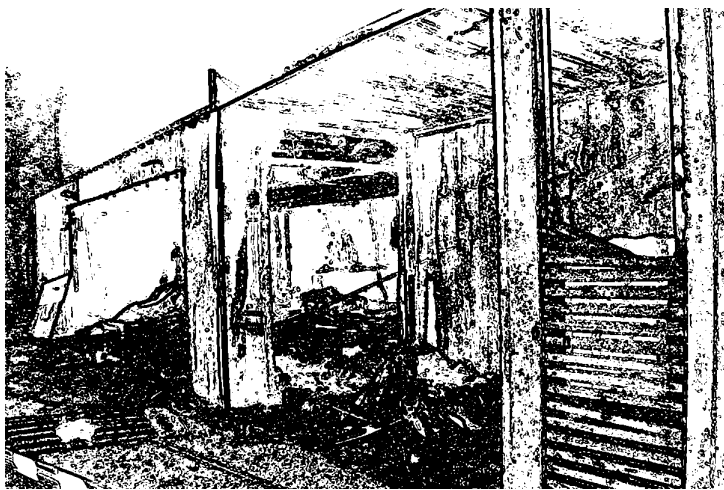


# BEAU COMME UN RÊVE D'URBANISTES QUI PART EN FUMÉE !

Dans la nuit de dimanche à lundi 25 février 2019, la Maison du projet de l'écoquartier des Vaîtes est partie en fumée. Installée aux abords des voies du tramway chemin du Vernois et inaugurée en avril 2018, cette salle d'exposition d'un coût initial de 90.000 euros était destinée non seulement à promouvoir ce projet urbaniste de grande envergure, mais servait aussi à la société immobilière Icade à commercialiser les milliers d'appartements qui sortiront de terre, tous destinés aux spéculateurs du logement. C'était aussi le lieu de travail des promoteurs, constructeurs, architectes et urbanistes<sup>1</sup> en charge de ce méga-projet écocide, porté par le maire J-L. Fousseret depuis des années.

Nous sommes de celles et ceux, nombreuses et nombreux, à avoir accueilli avec joie la nouvelle de ces flammes dévastatrices. Quoi de plus réjouissant en effet que de voir une partie de cet écoquartier en cendres !



Cet incendie ravageur a montré une fois de plus l'efficacité du sabotage et de l'action directe : d'abord, il a permis de redonner de l'écho à la lutte contre ce projet qui était en sommeil depuis quelques temps. Et quoi qu'en dise l'association citoyenne « Le Jardin des Vaîtes » qui s'est précipitée devant micros et caméras pour s'en distancier et le condamner, il semble difficile de considérer l'avis défavorable au projet prononcé par le conseil de protection de la nature (issu du DREAL) et la décision du préfet de mettre le chantier à l'arrêt pendant quelques semaines comme de pures coïncidences. D'autant que ces deux décisions interviennent quelques heures après ce feu nocturne.

Après les expropriations de terres et le saccage de plusieurs hectares de zones humides et de jardins ouvriers, le rouleau-compresseur urbaniste a marqué une courte pause grâce à cet incendie. Mais lundi 18 mars, le préfet a sifflé la reprise du chantier, et notamment des opérations d'abattage des arbres sur la zone. Il semblerait par ailleurs que l'entreprise en charge de l'abattage des arbres ait fait le choix - peu étonnant - de rentrer, après chaque intervention, ces machines pour la nuit.

Face à ce système qui bétonne à tout va, qui tend à nous maintenir toujours plus en cage, à détruire la planète et ses êtres vivants pour toujours plus de profit et de contrôle, nous n'avons d'autre choix que celui de lutter.

Loin des projecteurs et des vautours médiatiques, luttons directement contre le désastre en cours : C'est en s'opposant physiquement aux machines, en les bloquant ou en les détruisant que nous pourrions espérer venir à bout de leurs velléités autoritaires.

C'est aussi l'occasion de relancer une lutte directe et auto-organisée contre l'écoquartier des Vaîtes. Diverses formes d'actions s'offrent à nous : par exemple en occupant la zone pour y vivre – comme en 2016 pendant le mouvement d'opposition à la loi travail, avec ses jardins potagers autogérés et ses discussions horizontales – ou alors en harcelant les responsables du projet<sup>1</sup> ou bien en s'associant et en formant des petits groupes autonomes et/ou coordonnés pour mener à bien toutes sortes d'action directe (du tag à l'incendie) sur la zone en chantier, de jour comme de nuit. Il est donc hors de question pour notre part de composer avec des politiciens qui siègent dans les conseils, se dissocient de la révolte, n'agissent jamais par eux-mêmes mais toujours dans le respect des institutions et de l'ordre en place. Leur interlocuteur, c'est l'État, ce monstre froid qui exercera sa violence face à quiconque n'empruntera pas le chemin du spectacle, de la représentation ou de la légalité contre un de ses plans urbanistes dévastateurs et mortifères.

*Quelques ennemi.e.s de l'urbanisme « greenwashing », aux Vaîtes comme ailleurs*

Note :  
<sup>1</sup>Tels que La Ville de Besançon ; Territoire 25 (6, rue Louis Garnier à Besançon) ; Territoires Paysagistes (22, rue Mégevand à Besançon) ; Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté (4, Square Castan à Besançon) ; l'ADEME ;